

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 22/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALSACIENNE DE PRODUITS REFRACTAIRES

RUE DE BISCHWILLER
siège social 36 rue de Rountzenheim
67620 Soufflenheim

Références : 0006700831/MM/AG
Code AIOT : 0006700831

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement ALSACIENNE DE PRODUITS REFRACTAIRES, implanté 18 rue de Bischwiller 67620 Soufflenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALSACIENNE DE PRODUITS REFRACTAIRES
- 18 rue de Bischwiller 67620 Soufflenheim
- Code AIOT : 0006700831
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société contrôlée est une usine de fabrication de pierres réfractaires.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle, puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délai
1	Air	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 6.4	Mise en demeure, respect de prescriptions	6 mois
3	Bruit	Arrêté Ministériel du 20/08/1985, article 2	Prescriptions complémentaires	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Eau	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 7.3.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats font état de non-conformités concernant les rejets atmosphériques, pour lesquels un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé. Aussi, suite à une présomption de nuisance sonore et de plusieurs plaintes, l'Inspection propose de fixer, aux installations, des valeurs limites d'émergence sonore, par arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 6.4
Thèmes : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets
Prescription contrôlée : 6.4. Valeurs limites de rejet Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution : [...] Nature de l'installation/identification de l'émissaire : Four de cuisson et étuve Paramètres : HF, C.O.V. Concentration mg/Nm ³ : (HF : 5 mg/Nm ³ , C.O.V. : 20 mg/Nm ³) [...]
Constats : Conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/10/2022, l'exploitant a bien transmis, à l'Inspection, un historique des mesures des rejets atmosphériques de 2012 à 2021. Ce relevé fait état de nombreux dépassements récurrents : Pour le paramètre COV (four et étuve), les valeurs oscillent de 12,0 mg/m ³ à 50,0 mg/m ³ . Ainsi, sur 16 mesures, 14 dépassent la valeur limite fixée de 20,0 mg/m ³ . Pour le paramètre HF (four et étuve), les valeurs oscillent entre 0,1 mg/m ³ et 31,0 mg/m ³ . Ainsi, sur 11 mesures, 5 dépassent la valeur limite fixée à 5,0 mg/m ³ . Concernant le dernier rapport de mesures daté du 07/11/2023, le bilan est le suivant : - pas de dépassement pour le paramètre HF (four et étuve) - dépassement du débit (four) : 7798m ³ /h au lieu de 5000m ³ /h - dépassement du débit (étuve) : 5717m ³ /h au lieu de 5000m ³ /h - dépassement du paramètre COV (four) : 43,4 mg/m ³ au lieu de 20,0 mg/m ³ - dépassement du paramètre COV (étuve) : 22,3 mg/m ³ au lieu de 20,0 mg/m ³ L'exploitant affirme qu'il rencontre des difficultés pour atteindre les valeurs limites fixées. Il indique également que ses installations ne disposent pas de filtres pour les rejets atmosphériques. Il interroge également l'Inspection sur la possibilité de modifier les valeurs limites définies à l'arrêté préfectoral du 16/01/2001. L'Inspection répond qu'afin d'étudier une telle demande, il convient que l'exploitant fournisse des analyses caractérisant les types de COV rejetés, ainsi qu'une étude permettant de justifier que les

<p>émissions sont acceptables du point de vue sanitaire, et qu'elles répondent aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Ce point est non conforme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délai : 3 mois

N° 2 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 7.3.2
Thèmes : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.3.2. Conditions de rejet des eaux pluviales et de lavage des engins [...]</p> <p>Le réseau de collecte des eaux pluviales et de lavage est équipé de dispositifs [...] permettant de respecter les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hydrocarbures : 5 mg/l - MEST : 100 mg/l.
<p>Constats :</p> <p>Un séparateur - décanteur est bien présent, cependant l'exploitant n'effectue pas de mesures permettant de justifier le respect des valeurs limites en concentrations d'hydrocarbures et des MEST.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de justifier que le dispositif mis en place permet de respecter les valeurs limites en concentration d'hydrocarbures et des MEST.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/08/1985, article 2
Thèmes : Autre, Valeurs limites d'émissions sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2 [...]</p> <p>On considère qu'il y a présomption de nuisance acoustique lorsqu'une des conditions ci-dessous est vérifiée :</p> <p>[...]</p> <p>2. L'émergence (e) par rapport au niveau sonore initial (LI) dépasse la valeur de 3 dBA</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon le dernier rapport de mesures de niveaux sonores n° T230132567 Version 2 du 17/01/2024, plusieurs points de mesures dépassent le seuil de 3dB d'émergence, oscillant ainsi entre 3,5 dB et 13,5 dB. La plupart de ces points sont situés en limite de propriété de l'exploitant. Cependant, le point n°5 est situé à proximité immédiate d'habitations et fait état d'une émergence de 9,5 dB.</p> <p>La présomption de nuisance acoustique est donc avérée.</p> <p>Il est rappelé que les installations ont fait l'objet de plusieurs plaintes pour nuisance sonore.</p>

Auss l'Inspection propose-t-elle de fixer des valeurs limites d'émergence acoustique, par arrêté préfectoral. En effet, à part le seuil de 3 dB permettant de savoir s'il existe une présomption de nuisance acoustique, aucune limite d'émergence acoustique n'est actuellement opposable aux installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délai : 3 mois